

## IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE MANIFESTATION

La riposte du P.C.F. aux premiers bombardements du 29 juin sur Hanoi fut prompt : le 30 il appelait, avec le mouvement de la paix, à une manifestation devant l'ambassade U.S. pour la soirée. Vers 19 h environ 10 000 personnes se pressaient place de la Concorde, dans une longue attente.

Rendus prudents par leurs expériences passées, les organisateurs prirent soin d'encadrer fort étroitement les groupes de jeunes qui, lors des manifestations précédentes, avaient réussi à déborder les consignes officielles et à prendre la direction de cortèges importants sur des mots d'ordre offensifs. Le slogan « des armes au Vietcong » et même « l'Internationale » furent ainsi systématiquement recouverts par les cris pacifistes, poussés avec hargne contre les jeunes révolutionnaires.

Quand la foule s'ébranla, défilant devant le consulat, l'on put assister à un spectacle étrange : seuls quatre agents en protégeaient la porte. Le service d'ordre du P.C. empêchait, y compris par la bousculade et les coups de poings, les jeunes manifestants d'approcher. L'un d'eux, qui voulait lancer dans la cour de l'édifice un drapeau F.L.N., fut durement repoussé.

Dix minutes plus tard, la manifestation s'arrêtait à trente mètres d'un barrage policier. Le service d'ordre du P.C. ordonna la dispersion, canalisant une foule peu convaincue. Si peu convaincue d'ailleurs qu'il fallut les efforts conjoints du service d'ordre et des policiers pour, au coude à coude, imposer la dispersion. Seuls 500 jeunes réussirent à passer, coupés de l'essentiel du cortège, et manifestèrent encore quelques minutes.

La direction du P.C. a obtenu ce qu'elle voulait : une manifestation « imposante » pour se justifier vis-à-vis de l'opinion de sa base, et surtout pas d'histoire, mais au prix d'une collusion avec l'appareil policier et en se heurtant de front à la volonté de lutte, diffuse mais affirmée, des nombreux militants qui avaient répondu à son appel.

Gageons que dans les prochaines manifestations de ce genre, qu'elle redoute de plus en plus, la direction du P.C. apparaîtra concrètement à des secteurs de plus en plus large de militants comme un frein au développement de la lutte contre l'agression de l'impérialisme au Vietnam.

## Le paradis de Tahiti est devenu une terre maudite

La nouvelle bombe française a explosé à Mururoa en Océanie. Il s'agit du pire type d'expérience. Les retombées en mer sont celles dont les effets sont les moins connus et ont la plus large diffusion du fait de la mobilité du milieu marin. On se souvient de l'accident du Fukuryu-Maru N° 5, bateau dont tous les marins furent irradiés par la retombée d'une neige radioactive qui était de la poussière de corail volatilisé. Les précautions tant vantées aujourd'hui ne garantissent pas de tels imprévus. Cette explosion est donc un crime. Et d'autant plus qu'en même temps qu'elle introduit le spectre de la terreur atomique dans cette région paradisiaque du monde, les installations françaises détruisent

l'équilibre économique de ces îlots et secouent leurs structures sociales.

Pourtant la gauche officielle n'a pas accordé à la lutte contre cette entreprise la moitié de la véhémence du débat sur l'O.T.A.N. Du côté de la Fédération, où la seule question essentielle est la cuisine pré-électorale, sans doute songe-t-on déjà que l'on pourrait être bientôt dans la situation de M. H. Wilson et... que l'on ferait comme lui... le contraire de ce que l'on a promis.

Quant au côté du P.C.F. comment attaquer violemment de Gaulle. (Vous vous rappelez qu'il n'a pas voulu signer le « traité de Moscou » ?) alors que Moscou l'acclame avec enthousiasme.

ne peut assurer que le bouclier soviétique la couvre. Un seul pays a donc quelque raison de s'armer atomiquement, la Chine, qui après chaque progrès proclame qu'elle ne se servira pas la première d'une telle arme. Que ceux qui veulent que la Chine puisse n'avoir plus le souci de s'armer atomiquement songent à l'instructif débat sur l'« agression provoquée » et cessent de dissocier ce qui n'est pas dissociable : la lutte contre l'armement atomique et celle contre la guerre du Vietnam, par exemple.

Michel LEQUENNE.

## IL N'Y A PLUS D'AFFAIRE BEN BARKA

IL s'est passé quelque chose d'étrange dans l'affaire Ben Barka : l'Instruction ouverte, les sphères du pouvoir en émoi, un nouvel échelon de responsabilité semblait devoir tomber. Puis de nouveau l'Instruction est close sans avoir avancé d'un demi-pas. Que s'est-il passé ? Un mystère plus opaque s'ajoute aux précédents. Mais Leroy-Finville, qui a contrôlé toute l'opération, le maillon vers les responsabilités françaises plus élevées, est en liberté provisoire après avoir beaucoup menacé en l'air : qui ? quoi ?

Pendant ce temps Bernier, qui est probablement innocent et qui, l'un des premiers, a donné l'alerte, reste en prison. Le Commissaire Simbille avait un sosie qui fréquentait Boucheseiche (Lemarchand avait aussi, rappelons-le, un sosie sur les lieux de l'enlèvement — décidément les scénarios policiers réels sont d'une pauvre invention).

Mais Boucheseiche a protesté par lettre que des tas de gens honorables fréquentaient chez lui. Quant au commissaire Caille, il est toujours retranché derrière le secret protecteur de ses « indices ». Impossible de faire la clarté sur ce crime politique de portée internationale parce qu'il faut préserver la possibilité de découvrir plus tard d'éventuels coupables d'affaires éventuelles.

Au-dessus de la loi, il y a la symbiose de la police et du « milieu » de ses informateurs. Quant aux tensions dans les sphères du pouvoir, elles se sont réglées à huis clos. Y aura-t-il un vrai procès du rapt de Ben Barka ? Cela devient de plus en plus douteux.

## Le droit à la bombe

ON se souvient que, dénonçant au Parlement la rupture avec l'OTAN, François Mitterrand proclamait qu'il était faux de dire que le Pacte atlantique pouvait menacer la paix. Couve de Murville dans toutes ses interventions sur ce sujet ne manquait pas de distinguer entre Pacte atlantique et OTAN et précisait que la France serait toujours solidaire de ses alliés, « en cas d'agression non provoquée ». Cette petite formule répétée au micro d'Europe N° 1 a ému les alliés atlantiques qui, par la bouche de sir Frank Roberts, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, ont demandé : « Que veulent dire les Français quand ils parlent de n'intervenir qu'en cas d'agression non provoquée ? » Pour les Anglais, les Allemands, les Américains il n'y a pas d'alliance qui vaille si l'un des partenaires se réserve le droit de décider qu'une « agression » contre l'un des autres est ou non « provoquée ». Les choses ne sont-elles pas parfaitement éclairées par cette controverse : le Pacte atlantique est une machine à entraîner tous ses signataires dans la guerre dès que l'un d'entre eux a décidé de « provoquer » une agression,

c'est-à-dire a pris la décision de faire la guerre.

Si l'indignation de la gauche respectueuse a fait grand bruit contre la rupture de l'O.T.A.N., elle est d'une extraordinaire discrétion contre le criminel essai de bombe gaulliste en Océanie. Pas une manifestation, même pas de véritable campagne de presse ! Dans ce climat, le mouvement de protestation latino-américain a pu être étouffé en douceur.

Ladite gauche, privée d'O.T.A.N. se rallierait-elle, en désespoir de cause et hypocritement à la notion gaulliste de force de frappe nationale ? Peut-être se dit-on déjà que l'on pourrait être bientôt dans la situation de M. Wilson et... que l'on ferait comme lui... le contraire de ce que l'on a promis.

Mais si ces gens sont persuadés qu'il faut que la France ait un armement atomique quelconque (de préférence américain, c'est entendu !) ils sont intraitables quand il s'agit de la Chine. Et le M.C.A.A. très vertueusement a protesté contre la troisième expérience d'explosion chinoise. Pourtant, il n'y a aujourd'hui qu'un pays menacé d'agression atomique, c'est la Chine, et nul

## Les chemins tortueux de la démocratie "rénovée"

(Suite de la page 1)

s'il manquait quelques voix à l'Assemblée nationale pour faire une majorité, il se déclare prêt à voir la question avec beaucoup de bienveillance pour trouver une solution gouvernementale.

On est plongé dans ce que Marx qualifia de **crétinisme parlementaire**. La politique du P.C.F. consiste à vouloir éliminer un régime bonapartiste établi par un coup d'Etat militaire au moyen d'une alliance électorale avec une aile de la bourgeoisie, et à partir du régime de démocratie renouée ainsi établi de passer, toujours par les voies parlementaires, à l'édification d'une société socialiste en France, à une date, il est vrai, indéterminée.

En premier lieu, penser venir à bout du régime actuel par des élections est un leurre. Le capitalisme français a besoin d'un « Etat fort ». La place à laquelle le Parlement actuel se trouve réduit lui convient très bien, et c'est pourquoi aucune formation bourgeoise ne conteste la Constitution gaulliste. Ce que veulent les bourgeois, et avec eux les dirigeants socialistes, c'est que celui qui succédera à de Gaulle ne donne pas libre cours à ses caprices et à l'arbitraire et se soumette à quelques règles.

Quant aux voies démocratiques pour passer pacifiquement par une démocratie de plus en plus étendue au socialisme, deux expériences depuis trente ans ont montré ce qu'elles donnaient. Dans le précédent numéro de notre journal, on a montré ce qu'a été l'expérience du Front Populaire et les raisons de sa débâcle. Depuis lors, une expérience encore plus concluante a été faite. De 1944 à 1946, après le renversement du régime Pétain, fut rétablie une « démocratie » dans laquelle il y avait même des ministres communistes. Les ouvriers ont rendu leurs armes, ont retroussé leurs manches pour produire, l'Etat capitaliste a été restauré. Et, dès que la classe ouvrière fut affaiblie, les capitalistes à qui on n'avait pas pris les entreprises se sont servis de leur Etat pour l'affaiblir davantage, préparant la venue de de Gaulle au pouvoir.

En supposant même que l'alliance Fédération Mitterrand-P.C.F. obtienne un succès électoral, il faut être incurable pour penser qu'une nouvelle expérience de collaboration des partis de la classe ouvrière avec une aile de la bourgeoisie conduise au socialisme.

Si nombre de militants communistes suivent la ligne réformiste de leur direction, ce n'est pas qu'ils aient des illusions sur Mitterrand et

compagnie. Mais ils ont le sentiment que leur parti, tout en disposant de l'allégeance électorale de la majorité de la classe ouvrière, est marqué depuis des années par une impuissance à agir et qu'il faut tenter quelque chose pour sortir d'une telle situation. Un tel raisonnement fait fond sur des combinaisons d'appareils, non sur le mouvement de la classe ouvrière ; la politique qui en découle ne peut que provoquer, comme après 1936 et après 1944-47, une défaite de la classe ouvrière.

Nous assistons, depuis quelques années, à une remontée, lente et encore dépourvue de vigueur, de la classe ouvrière. Une des raisons de cette lenteur est l'absence de perspectives sérieuses au combat de la classe ouvrière. Cette remontée ne prendra d'essor que si, au lieu de la fourvoyer dans le sillage d'une aile de la bourgeoisie, on lui offre la perspective d'un front uni de la classe ouvrière entraînant derrière elle de larges couches petites bourgeoises, elles aussi victimes du régime actuel, un front unique qui ne vise pas le retour d'une démocratie bourgeoise périmée, mais pour l'établissement d'un gouvernement du front unique ouvrier sur un programme anticapitaliste. Il ne sert à rien de pleurnicher sur la voracité des monopoles et des trusts. La concentration capitaliste qui se manifeste quotidiennement de façon spectaculaire ne peut être endiguée par une perspective de maintien des structures périmées du capitalisme d'hier ou d'avant-hier, elle ne peut être dépassée que par l'expropriation des trusts, des monopoles, la socialisation des moyens de production, la planification de l'économie au service des masses.

PIERRE FRANK.